

15-01-2004

1/115 kw

CAO Frans/PCH-SA2003-2004-LOG-2003-12-22 fr

NEERLEGGING-DEPOT REGISTR.-ENREGISTR.

18-02-2004

NR.

N°

69 899 / 100 / 301

19-12-2003

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL du 22-12-2003**  
**conclue au sein de la**  
**COMMISSION PARITAIRE DES PORTS**  
**relative à l'**  
**ACCORD SOCIAL 2003 - 2004**  
**pour les**  
**TRAVAILLEURS PORTUAIRES DU CONTINGENT LOGISTIQUE**

ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs ressortissant à la Commission paritaire des ports et aux travailleurs portuaires du contingent logistique qu'ils occupent.

ARTICLE 2 - DURÉE

La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2003. Elle reste d'application jusque et y compris au 31 mars 2005 inclus, à moins que mentionné autrement.

ARTICLE 3 - RÉORIENTATION ET RECYCLAGE

L'effort supplémentaire fait par sous-commission paritaire en faveur de la formation, la réorientation et le recyclage est maintenu à 0,3 p.c. des salaires bruts et cela à durée indéterminée.

ARTICLE 4 - POUVOIR D'ACHAT

a) AUGMENTATION SALAIRE HORAIRE DE BASE

A partir du 1er janvier 2004 le salaire horaire de base du travailleur portuaire du contingent logistique est augmenté de 1,50 p.c.

b) AUGMENTATION SALAIRE HORAIRE INDIVIDUEL

Le salaire horaire individuel est adapté comme prévu au point a).

c) AUGMENTATION SALAIRE HORAIRE DU CONDITIONNEUR DE FRUITS

Le salaire horaire de base du conditionneur de fruits est assimilé au salaire horaire de base de l'ouvrier non qualifié du contingent logistique.

d) SALAIRE - LIAISON A L'INDICE

- Le salaire horaire de base du travailleur portuaire du contingent logistique reste lié à l'indice de santé arithmétique moyen des prix à la consommation comme fixé à la convention collective de travail du 22 décembre 2003 relative à la liaison du salaire de base à l'indice des prix à la consommation.
- En 2004, le salaire horaire du travailleur portuaire du contingent logistique est adapté une fois au 1er mai en guise d'avance sur l'évolution de l'indice de santé arithmétique moyen des prix à la consommation par rapport à l'augmentation de l'indice de santé arithmétique moyen des prix à la consommation du mois dans lequel l'indice-pivot précédent a été dépassé vis-à-vis de ce même indice de mars 2004.

#### **ARTICLE 5 - JOUR DE CARENCE**

- a) Par année calendrier, le premier jour de carence en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie ou accident de droit commun de moins de 8 jours civils, est supprimé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004 et pour la durée de la présente convention collective de travail. Les modalités d'application concrètes sont fixées par chacune des sous-commissions paritaires.
- b) En cas d'incapacité de travail pour cause de maladie ou accident de droit commun de plus de 7 jours civils, le jour de carence est supprimé pour la durée de la présente convention collective de travail.

#### **ARTICLE 6 - JOURS DE REDISTRIBUTION**

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004 les trieurs de fruits doivent prendre un jour de redistribution après 26 jours réellement prestés.

#### **ARTICLE 7 - PRIME SYNDICALE**

Pour 2004 (la période de référence: 01-10-2003 jusque et y compris au 30-09-2004 inclus) la contribution pour le financement de la prime syndicale est déterminée à € 1,00 par tâche et par jour assimilé.

#### **ARTICLE 8 - CRÉDIT-TEMPS**

En application de l'article 3 §2 de la convention collective de travail n° 77bis du 19 décembre 2001, conclue au Conseil National du Travail, remplaçant la convention collective de travail n° 77 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, la durée maximum pour la suspension complète des prestations de travail ou la réduction à un emploi à mi-temps, dans le régime spécifique du crédit-temps, est allongée, pour les travailleurs portuaires du contingent logistique, à 3 ans sur l'ensemble de la carrière.

#### **ARTICLE 9 - PETITS CHÔMAGES**

Pour l'octroi de l'indemnité petit chômage, les "cohabitants" sont assimilés complètement à des travailleurs mariés et cela à durée indéterminée. Par "cohabitants" il y a lieu d'entendre des personnes inscrites à la même adresse dans le registre de la population et qui sont à même de soumettre les preuves officielles nécessaires de cette situation.

#### **ARTICLE 10 - CONGÉ POUR DES RAISONS FAMILIALES IMPÉRIEUSES**

Par année calendrier, les travailleurs portuaires du contingent logistique reçoivent pour les deux premiers jours d'absence justifiés pour des raisons familiales impérieuses, comme prévu dans la convention collective de travail n° 45 du 19 décembre 1989, conclue au Conseil National du Travail, instaurant un congé pour raisons impérieuses, une indemnité égale à l'indemnité pour petits chômeurs.  
Les modalités d'application concrètes sont fixées par chacune des sous-commissions paritaires.

#### **ARTICLE 11 - DÉLAIS DE PRÉAVIS**

Lorsque le congé est donné par l'employeur, le délai de préavis à observer lors de la cessation du contrat de travail d'ouvrier est fixé comme prévu dans la convention collective de travail n° 75 du 20 décembre 1999, conclue au Conseil National du Travail, relative aux délais de préavis des ouvriers.

Il s'agit des délais suivants:

- b. entre 6 mois et à moins de 5 ans d'ancienneté dans l'entreprise: 35 jours civils
- c. entre 5 ans et à moins de 10 ans d'ancienneté dans l'entreprise: 42 jours civils
- d. entre 10 ans et à moins de 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise: 56 jours civils
- e. entre 15 ans et à moins de 20 ans d'ancienneté dans l'entreprise: 84 jours civils
- f. 20 ans d'ancienneté et plus dans l'entreprise: 112 jours civils.

#### **ARTICLE 12 - PRIME DE FIN D'ANNÉE ET DE CONJONCTURE**

- a) Les journées assimilées à cause de repos d'accouchement, congé d'allaitement et congé parental sont prises en considération comme jours ouvrant droit pour le calcul de la prime de fin d'année et de conjoncture, mais calculées proportionnellement de la façon suivante: additionner le nombre de jours travaillés et de jours chômés, diviser ce total par le nombre de jours travaillés et ensuite diviser les journées assimilées à cause de repos d'accouchement, congé d'allaitement et congé parental, par le quotient du calcul précédent.

Et cela à durée indéterminée.

- b) Pour les ouvriers de magasin B le montant journalier est calculé en multipliant le salaire moyen de shift d'un ouvrier de magasin B au 30 septembre de l'année de la prime par la fraction 21/230. Le salaire du shift moyen est égal à:

$$\frac{\text{le salaire de base du shift du jour (8h.)} + \text{le salaire du shift du matin (6h.)}}{2}$$

- c) Pour les trieurs de fruits, les conditionneurs de fruits et les autres travailleurs portuaires du contingent logistique, le montant journalier est égal à 8 p.c. du salaire journalier individuel (le salaire horaire individuel x 7,25) au 30 septembre de l'année de la prime.

#### **ARTICLE 13 – MOBILITÉ**

- a) **ABONNEMENT SOCIAL**

L'intervention dans les frais d'abonnement pour les transports en commun (convention collective de travail nr. 19 du Conseil national du travail) est maintenue à 60 p.c.

- b) **TRANSPORT PRIME**

L'intervention dans les frais de transport à payer aux travailleurs qui utilisent un moyen de transport privé et ne bénéficient pas d'un abonnement social est maintenue à 60 p.c.

- c) **INDEMNITE DE BICYCLETTE**

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004 l'indemnité de bicyclette est portée à € 0,20 par km. Cette indemnité de bicyclette n'est pas cumulative avec l'intervention prévue au points a et b.

- d) **ADAPTATION DE L'INDEMNITE DE BICYCLETTE**

L'indemnité de bicyclette est adaptée chaque année au 1<sup>er</sup> janvier par un pourcentage égal à l'augmentation de l'indice arithmétique moyen des prix à la consommation, considérée sur la période d'octobre à octobre selon la formule ci-après:

$$\frac{\text{indice octobre année courante} - \text{indice octobre année précédente} \times 100}{\text{indice octobre année précédente}}$$

#### **ARTICLE 14 - APPLICATION LOCALE DE L'AUGMENTATION DU COÛT SALARIAL**

Une marge disponible maximale d'augmentation des coûts salariaux de 0,50 p.c. est remise aux négociations paritaires pour l'accord social 2003-2004 dans chaque port.

4

**ARTICLE 15 - POUR MÉMOIRE**

Toutes les conventions collectives de travail de longue durée concernant les conditions de salaire et de travail continuent à être exécutoires.

**ARTICLE 16 - PAIX SOCIALE**

A l'exception d'éventuelles matières techniques, les organisations signataires et leurs membres ne formuleront pas de nouvelles revendications pendant la période d'application de présente convention collective de travail, ni au niveau du secteur, ni au niveau des entreprises, et elles garantiront le maintien de la paix sociale dans les ports belges.

La prime syndicale ne sera payée au front commun syndical de chaque port qu'à condition que la paix sociale dans ce port soit respectée entièrement par les travailleurs.

**ARTICLE 17 - DÉNONCIATION**

Les articles 3, 9 et 12 a) sont conclus pour une durée indéterminée. Chacune des parties signataires peut dénoncer la convention moyennant le respect d'un délai de trois mois. La dénonciation se fait par l'envoi d'une lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire des ports.

\* \* \*

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST van 22-12-2003**  
**gesloten in het**  
**PARITAIR COMITE VOOR HET HAVENBEDRIJF**  
**houdende het**  
**SOCIAAL AKKOORD 2003 - 2004**  
**voor de**  
**HAVENARBEIDERS VAN HET LOGISTIEK CONTINGENT**

**ARTIKEL 1 - TOEPASSINGSGEBIED**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het Havenbedrijf en op de havenarbeiders van het logistiek contingent die zij tewerkstellen.

**ARTIKEL 2 - DUURTIJD**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 01-04-2003. Zij is van toepassing tot en met 31-03-2005, tenzij anders bepaald.

**ARTIKEL 3 - HER- EN BIJSCHOLING**

De bijkomende inspanning die per paritair subcomité geleverd wordt ten behoeve van de opleiding, her- en bijscholing blijft behouden op 0,3% op de brutolonen en dit voor onbepaalde duur.

**ARTIKEL 4 - KOOPKRACHT**

**a) VERHOGING BASISUURLOON**

Vanaf 01-01-2004 wordt het basisuurloon van de havenarbeiders van het logistiek contingent verhoogd met 1,50%.

**b) VERHOGING INDIVIDUEEL UURLOON**

Het individuele uurloon wordt aangepast zoals voorzien in punt a.

**c) VERHOGING UURLOON FRUITPAKKER**

Het basisuurloon van de fruitpakker wordt gelijkgesteld met het basisuurloon van de ongeschoolde havenarbeider van het logistiek contingent.

**d) LOON - INDEXBINDING**

- Het basisuurloon van de havenarbeider van het logistiek contingent blijft gebonden aan het rekenkundig gemiddeld gezondheidsindexcijfer der consumptieprijsen, zoals vastgelegd in de CAO van 22-12-2003 betreffende de koppeling van het basisloon aan het indexcijfer van de consumptieprijsen.
- In 2004 wordt het basisuurloon van de havenarbeider van het logistiek contingent éénmalig als een voorafname op 1 mei aangepast aan de evolutie van het rekenkundig gemiddeld gezondheidsindexcijfer der consumptieprijsen in verhouding tot de stijging van het rekenkundig gemiddeld gezondheidsindexcijfer van de maand waarin de vorige spilindex werd overschreden ten opzichte van ditzelfde indexcijfer van maart 2004.

#### **ARTIKEL 5 - CARENSDAG**

- a) Vanaf 01-01-2004 en voor de **duur** van deze collectieve **arbeidsovereenkomst** vervalt per kalenderjaar de eerste carensdag bij arbeidsongeschiktheid **wegens** ziekte of ongeval van **gemeen** recht van **minder** dan 8 kalenderdagen.  
De **concrete** toepassingsmodaliteiten worden vastgelegd per paritair subcomité.
- b) Bij arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval van **gemeen** recht van **meer** dan 7 kalenderdagen vervalt de carensdag voor de **duur** van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

#### **ARTIKEL 6 - HERVERDELINGSDAGEN**

Met ingangsdatum van 01-01-2004 zijn de **fruitsorteerders** gehouden na 26 effectief gewerkte dagen 1 herverdelingsdag op te nemen.

#### **ARTIKEL 7 - SYNDICALE PREMIE**

Voor 2004 (referteperiode: 01-10-2003 t.e.m. 30-09-2004) wordt de bijdrage voor de financiering van de syndicale **premie** vastgelegd op € 1,00 per taak en gelijkgestelde dag.

#### **ARTIKEL 8 - TIJDSKREDIET**

Bij toepassing van artikel 3 §2 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis van 19 december 2001 gesloten in de Nationale arbeidsraad tot vervanging van CAO nr. 77 tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, **loopbaanvermindering** en **vermindering** van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, wordt in het specifieke stelsel van het tijdskrediet de maximale duur voor de volledige schorsing van de arbeidsprestaties of de vermindering tot een halftijdse betrekking over de ganse loopbaan voor havenarbeiders van het logistiek contingent verlengd tot 3 jaar.

#### **ARTIKEL 9 - KLEIN VERLET**

Voor de toekenning van de vergoeding klein verlet worden "**samenwonenden**" volledig gelijkgesteld met gehuwden en dit voor onbepaalde duur. Onder "samenwonenden" wordt verstaan personen die op hetzelfde adres ingeschreven staan in het bevolkingsregister en hiervan de nodige officiële bewijzen kunnen voorleggen.

#### **ARTIKEL 10 - VERLOF VOOR DWINGENDE FAMILIALE REDENEN**

De havenarbeiders van het logistiek contingent ontvangen per kalenderjaar voor de eerste twee gerechtvaardigde afwezigheidsdagen voor dwingende familiale redenen, **zoals** voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 45 van 19 december 1989 gesloten in de Nationale Arbeidsraad houdende invoering van verlof om dwingende redenen, een vergoeding die gelijk is aan de vergoeding voor klein verlet.

De **concrete** toepassingsmodaliteiten worden vastgelegd per paritair subcomité.

#### **ARTIKEL 11 - OPZEGGINGSTERMIJNEN**

Wanneer de opzegging uitgaat van de werkgever dan wordt de **opzeggingstermijn** vastgesteld conform de **termijnen** voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 75 van 20 december 1999 gesloten in de Nationale Arbeidsraad betreffende de **opzeggingstermijnen** van werklieden. Het betreft volgende termijnen:

1. tussen 6 maanden en minder dan 5 jaar anciënniteit in de **onderneming**: 35 kalenderdagen
2. tussen 5 jaar en minder dan 10 jaar anciënniteit in de onderneming: 42 kalenderdagen
3. tussen 10 jaar en minder dan 15 jaar anciënniteit in de onderneming: 56 kalenderdagen
4. tussen 15 jaar en minder dan 20 jaar anciënniteit in de onderneming: 84 kalenderdagen
5. 20 jaar of meer anciënniteit in de onderneming: 112 kalenderdagen.

## **ARTIKEL 12 - EINDEJAARCONJUNCTUURPREMIE**

- a) De gelijkgestelde dagen wegens zwangerschapsrust, borstvoedingsverlof en ouderschapsverlof komen in aanmerking als rechtgevendende dagen voor de berekening van de eindejaarsconjunctuurpremie, maar verhoudingsgewijs berekend op de volgende wijze: het aantal gewerkte dagen en werkloosheidsdagen **samentellen**, dit totaal **delen** door het aantal gewerkte dagen en vervolgens de gelijkgestelde dagen wegens zwangerschapsrust, borstvoedingsverlof en ouderschapsverlof delen door het quotiënt van de vorige bewerking. Deze bepaling **geldt** voor onbepaalde duur.
- b) Voor de magazijnarbeiders B wordt de dagelijkse premie bekomen door het **gemiddeld** shiftloon van de magazijnarbeiders B in voege op 30 september van het **premiejaar** te **vermenigvuldigen** met de breuk 21/230. Het **gemiddelde** shiftloon is gelijk aan:
- $$\frac{\text{basisloon dagshift (8u.)} + \text{loon morgenshift (6u.)}}{2}$$
- c) Voor fruitsorteerders, fruitpakkers en de overige logistieke arbeiders is de dagelijkse premie gelijk aan 8% van het individueel dagloon (individueel uurloon x 7,25) in voege op 30 september van het premiejaar.

## **ARTIKEL 13 - MOBILITEIT**

### **a) SOCIAAL ABONNEMENT**

De tussenkomst in de abonnementskosten voor het openbaar vervoer (CAO nr. 19) blijft behouden op 60%.

### **b) EIGEN VERVOER**

De tussenkomst in de verplaatsingskosten te betalen aan **werknemers** die een **privé-vervoermiddel** gebruiken en geen sociaal abonnement genieten blijft behouden op 60%.

### **c) FIETSVERGOEDING**

Vanaf 01-01-2004 bedraagt de fietsvergoeding € 0,20 per km. Deze fietsvergoeding is niet **cumulatief** met de tussenkomst voorzien in punten a en b.

### **d) AANPASSING FIETSVERGOEDING**

De fietsvergoeding wordt jaarlijks op 1 januari aangepast met een percentage gelijk aan de stijging van het rekenkundig gemiddeld indexcijfer der **consumptieprijzen** dat voor de aanpassing van het basisloon in aanmerking wordt **genomen**, beschouwd over de **periode** van oktober **tot** oktober volgens onderstaande formule:

$$\frac{\text{index oktober lopend jaar} - \text{index oktober vorig jaar} \times 100}{\text{index oktober vorig jaar}}$$

## **ARTIKEL 14 - LOKAAL AANWENDEN VAN LOONKOSTENSTIJGING**

Een maximale beschikbare marge van 0,50 % loonkoststijging wordt verwezen naar de paritaire onderhandelingen voor het sociaal akkoord 2003-2004 in iedere haven.

## **ARTIKEL 15 - PRO MEMORIE**

Alle langlopende collectieve **arbeidsovereenkomsten** met betrekking **tot** de loon- en de arbeidsvoorwaarden worden verder uitgevoerd.

## **ARTIKEL 16 - SOCIALE VREDE**

Uitgezonderd eventuele technische aangelegenheden zullen de ondertekende organisaties en hun **leden** tijdens de toepassingsperiode van deze collectieve **arbeidsovereenkomst** noch op

het niveau van de bedrijfstak, noch op het niveau van de ondernemingen **nieuwe** eisen stellen en zullen zij het behoud van de sociale vrede in de Belgische **Havens** waarborgen.  
De syndicale **premie zal** slechts aan het **Gemeenschappelijk** Vakbondsfront van iedere haven uitbetaald worden, indien de sociale vrede in die haven volledig door de **werknemers** wordt nageleefd.

**ARTIKEL 17 - OPZEGTERMIJN**

De bepalingen van artikel 3, 9 en 12 a) zijn afgesloten voor onbepaalde duur. **Elk** van de contracterende partijen kan ze opzeggen **mits** een **opzeggingstermijn** van **3 maanden welke** met een ter post aangetekende brief wordt betekend aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het Havenbedrijf.

\* \* \*